

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le 07 OCT. 2003

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

**PRIORITY
DOCUMENT**
SUBMITTED OR TRANSMITTED IN
COMPLIANCE WITH RULE 17.1(a) OR (b)

Martine PLANCHE

BEST AVAILABLE COPY

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersburg
75800 PARIS cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04
Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23
www.inpi.fr



26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08

Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI

N° 11354*03

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE page 1/2



Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

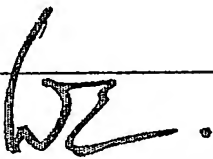
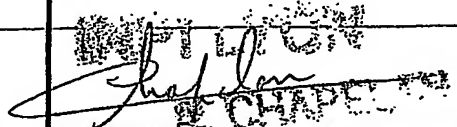
DB 540 • R / 210502

REMISE EN PIECES DATE 06 MARS 2003 LIEU 69 INPI LYON N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI DATE DE DÉPÔT ATTRIBUÉE PAR L'INPI 0303388 20 MARS 2003		1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE Etienne WEBER KODAK INDUSTRIE Département Brevets CRT - Zone Industrielle 71102 CHALON-SUR-SAONE Cédex	
Vos références pour ce dossier (facultatif) 85309			
Confirmation d'un dépôt par télécopie		<input type="checkbox"/> N° attribué par l'INPI à la télécopie	
2 NATURE DE LA DEMANDE		Cochez l'une des 4 cases suivantes	
Demande de brevet		<input checked="" type="checkbox"/>	
Demande de certificat d'utilité		<input type="checkbox"/>	
Demande divisionnaire		<input type="checkbox"/>	
Demande de brevet initiale		N° _____ Date _____	
ou demande de certificat d'utilité initiale		N° _____ Date _____	
Transformation d'une demande de brevet européen		<input type="checkbox"/> N° _____ Date _____	
3 TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum) PROCEDE DE CONTROLE DU TRAITEMENT DE MESSAGES DE TRANSMISSION DE PHOTOGRAPHIQUES NUMERIQUES			
4 DÉCLARATION DE PRIORITÉ OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE DE LA DATE DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE ANTÉRIEURE FRANÇAISE		Pays ou organisation _____ N° _____ Date _____ Pays ou organisation _____ N° _____ Date _____ Pays ou organisation _____ N° _____ <input type="checkbox"/> S'il y a d'autres priorités, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»	
5 DEMANDEUR (Cochez l'une des 2 cases)		<input checked="" type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Personne physique	
Nom ou dénomination sociale		EASTMAN KODAK COMPANY	
Prénoms			
Forme juridique			
N° SIREN		_____	
Code APE-NAF		_____	
Domicile ou siège		Rue _____ Code postal et ville _____ Pays _____	
Nationalité		Etats-Unis d'Amérique	
N° de téléphone (facultatif)		N° de télécopie (facultatif) _____	
Adresse électronique (facultatif)		_____	
<input type="checkbox"/> S'il y a plus d'un demandeur, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»			

Remplir impérativement la 2^{ème} page

REMISE DES PIÈCES **09 MARS 2003**
DATE **69 INPI LYON**
LIEU
N° D'ENREGISTREMENT **0303388**
NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI

DB 540 W / 230502

6 MANDATAIRE <i>(facultatif)</i>		
Nom		WEBER
Prénom		Etienne
Cabinet ou Société		KODAK INDUSTRIE
N° de pouvoir permanent et/ou de lien contractuel		PG 11121
Adresse	Rue	Département Brevets CRT - Zone Industrielle
	Code postal et ville	17 11 10 12 CHALON-SUR-SAONE Cédex
	Pays	FRANCE
N° de téléphone <i>(facultatif)</i>		03 85 99 71 72
N° de télécopie <i>(facultatif)</i>		03 85 99 10 11
Adresse électronique <i>(facultatif)</i>		
7 INVENTEUR(S)		Les inventeurs sont nécessairement des personnes physiques
Les demandeurs et les inventeurs sont les mêmes personnes		<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non : Dans ce cas remplir le formulaire de Désignation d'inventeur(s)
8 RAPPORT DE RECHERCHE		Uniquement pour une demande de brevet (y compris division et transformation)
Établissement immédiat ou établissement différé		<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Paiement échelonné de la redevance <i>(en deux versements)</i>		Uniquement pour les personnes physiques effectuant elles-mêmes leur propre dépôt <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
9 RÉDUCTION DU TAUX DES REDEVANCES		Uniquement pour les personnes physiques <input type="checkbox"/> Requête pour la première fois pour cette invention <i>(joindre un avis de non-imposition)</i> <input type="checkbox"/> Obtenue antérieurement à ce dépôt pour cette invention <i>(joindre une copie de la décision d'admission à l'assistance gratuite ou indiquer sa référence)</i> : AG <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
10 SÉQUENCES DE NUCLEOTIDES ET/OU D'ACIDES AMINÉS		<input type="checkbox"/> Cochez la case si la description contient une liste de séquences
Le support électronique de données est joint		<input type="checkbox"/>
La déclaration de conformité de la liste de séquences sur support papier avec le support électronique de données est jointe		<input type="checkbox"/>
Si vous avez utilisé l'imprimé «Suite», indiquez le nombre de pages jointes		
11 SIGNATURE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire) Etienne-WEBER - Mandataire		VISA DE LA PRÉFECTURE OU DE L'INPI  

PROCEDE DE CONTROLE DU TRAITEMENT DE MESSAGES DE TRANSMISSION DE PHOTOGRAPHIES NUMERIQUES

Domaine technique

La présente invention concerne un procédé de contrôle du traitement
de messages de transmission de photographies numériques.
5 L'invention trouve des applications dans le domaine dit de l'imagerie mobile. Les
termes " imagerie mobile ", par analogie avec la téléphonie mobile, désignent des
systèmes de prise de vue combinant un appareil photographique numérique et un
moyen de communication permettant de transférer des images ou des séquences
10 d'images saisies. Plus précisément, les moyens de communication permettent
d'envoyer les données d'images vers un prestataire de gestion d'images. La
transmission des images est, au moins en partie, une transmission de type
téléphonique ou hertzienne. Elle autorise ainsi une large mobilité des systèmes de
prise de vue. Parmi ces systèmes on peut citer, à titre d'illustration, les téléphones
15 portables dans lesquels est intégrée une caméra ou un capteur permettant à
l'utilisateur de saisir des images.

Les équipements de téléphonie mobile sont pourvus d'une mémoire
permettant de stocker temporairement les images saisies. Cette mémoire est
généralement modeste. En revanche, les images peuvent être transmises vers un
20 prestataire de gestion d'images qui assure la conservation des images sous la forme
d'albums électroniques consultables à distance. Le prestataire peut aussi organiser
la distribution ou le partage des images et assurer l'impression d'épreuves
photographiques à partir des données numériques transmises.

La multiplication des équipements d'imagerie mobile modifie le
25 comportement des utilisateurs et pose des problèmes accrus liés au droit à l'image.
L'utilisation des appareils photographiques traditionnels, relativement volumineux
et aisément détectables, pouvait être facilement empêchée. Il n'en est pas de même
pour les équipements d'imagerie mobile. Les équipements mobiles, et en
particulier les téléphones portables pourvus de caméra, peuvent être facilement
30 dissimulés. Ils peuvent ainsi être introduits en des endroits dans lesquels l'accès à
l'image est soumis à des restrictions. Parmi ces endroits, on peut citer les salles de

spectacle, les salles d'exposition d'œuvres d'art ou des locaux où sont entreposés des documents ou des appareils dont la reproduction sous forme d'image constituerait une violation de droits.

5 L'utilisation non autorisée des équipements d'imagerie mobile est d'autant plus difficile à contrôler que les appareils de prise de vue concernés sont généralement silencieux et de petite taille.

Bien que l'utilisation non autorisée des équipements d'imagerie mobile puisse être une utilisation de bonne foi, il se peut aussi qu'elle soit frauduleuse. Dans ce cas les prestataires de gestion d'image peuvent légitimement
10 souhaiter ne pas participer au traitement d'images " volées ".

Exposé de l'invention

L'invention a pour but de proposer un procédé de contrôle du traitement des photographies numériques saisies par des équipements d'imagerie mobile, de façon à éviter la saisie ou tout au moins la propagation de
15 photographies numériques non autorisées.

Le procédé de contrôle, peut être mis en œuvre au bénéfice du prestataire de gestion d'image, et au service de l'utilisateur, de façon à lui garantir que les images qu'il saisit ne proviennent pas d'un endroit où la photographie est interdite.

20 Pour atteindre ces buts, l'invention concerne plus précisément un procédé de contrôle du traitement de données d'image en provenance d'équipements de téléphonie mobile, et à destination d'un prestataire de gestion d'images, le procédé comprend :

- l'établissement d'une donnée de localisation géographique des équipements
25 d'imagerie mobile, et
- l'exécution d'une consigne de contrôle du traitement, fonction de la donnée de localisation, de façon à interdire au moins une étape de traitement d'image lorsque la donnée de localisation correspond à un lieu où la saisie d'images est interdite.

30 L'interdiction d'exécution d'au moins une étape peut être une interdiction temporaire ou permanente.

Le procédé peut notamment être mis en oeuvre pour effectuer un filtrage d'un contenu image capturé par l'utilisateur.

Comme indiqué dans la partie introductive, on entend par équipement de téléphonie mobile tout appareil ou système d'appareils, combinant des moyens de prise de vue numériques et des moyens de transmission de données d'image par voie hertzienne.

Le traitement d'une ou plusieurs images numériques d'un équipement d'imagerie mobile peut comporter de nombreuses étapes. Le traitement comprend, par exemple, la saisie d'une image par déclenchement d'un organe de prise de vue, la transformation d'un signal de capture en données d'image, la mise en mémoire temporaire de ces données, la transmission des données vers un prestataire de services de gestion d'images, la mise en mémoire des données par le prestataire, et éventuellement la diffusion des images par le prestataire.

L'interdiction d'une étape du traitement peut avoir lieu du côté du prestataire, ou du côté de l'utilisateur. Par exemple, la consigne de contrôle évoquée précédemment peut comporter le rejet des images transmises par un équipement mobile. Ce rejet est effectué par un serveur du prestataire. Le serveur peut aussi être programmé pour ne pas enregistrer l'image, en interdire la transmission ou n'en assurer aucune diffusion.

L'interdiction de traitement peut encore être mise en oeuvre par l'émission d'un message, comprenant une ou plusieurs instructions de programme exécutables, depuis le prestataire vers l'utilisateur. Un tel message peut être utilisé pour autoriser ou interdire l'exécution d'une partie de programme, conçu à cet effet, et existant dans l'équipement d'imagerie mobile. Pour empêcher le traitement d'une image en provenance d'un lieu où la prise de vue est interdite, le message peut comporter, par exemple, une instruction de programme qui interdit la transmission de données depuis l'utilisateur, qui interdit la mise en mémoire locale des données, ou qui interdit plus simplement le déclenchement de prise de vue. L'instruction de programme peut aussi provoquer un marquage invisible (watermarking) des images en leur associant des méta-données. Ces données

peuvent, à leur tour, être utilisées pour conditionner d'autres étapes de traitement subséquentes, concernant les données d'image.

La donnée de localisation géographique peut être une donnée indiquant l'endroit de la saisie de l'image, ou l'endroit depuis lequel un lien de télécommunication est établi avec le prestataire de gestion d'images, ou encore l'endroit depuis lequel des données d'image sont transmises. La donnée de localisation peut éventuellement provenir d'un système de positionnement global (GPS) intégré à l'équipement d'imagerie mobile. Elle peut aussi être établie par l'opérateur de télécommunications assurant la transmission de messages entre l'utilisateur de l'équipement d'imagerie mobile et le prestataire de services de gestion d'image. Dans ce cas, la donnée est obtenue par triangulation entre des stations de relais téléphonique.

Une donnée temporelle de prise de vue ou d'émission des messages peut être ajoutée à la donnée de localisation. Cette donnée permet de traiter des situations dans lequel l'interdiction de prise de vue, en vigueur dans un endroit donné, ne l'est que pour une durée limitée. Elle est prise en compte pour l'exécution de la consigne de contrôle, par exemple, en retardant une prise de vue ou une transmission de données d'image.

D'autres caractéristiques et avantages de l'invention ressortiront de la description qui suit, en référence à la figure du dessin annexé. Cette description est donnée à titre purement illustratif et non limitatif.

Brève description de la figure

La figure 1, unique, est un diagramme indiquant des étapes de mise en œuvre d'un procédé de contrôle conforme à l'invention, et un certain nombre de variantes possibles pour ce procédé.

Description détaillée de modes de mise en œuvre de l'invention

La référence 10 de la figure 1 désigne une première émission d'un message 12 par un équipement d'imagerie mobile d'un utilisateur en direction d'un prestataire de gestion d'images. Le message peut être émis à la suite d'une commande explicite exercée par l'utilisateur ou peut être émise de façon automatique en réponse à un déclenchement de prise de vue.

Dans l'exemple illustré, le message 12 est un simple message de requête de transmission de données ou de façon plus générale de requête de traitement. Toutefois, selon une variante, le message pourrait aussi contenir des données d'images à destination du prestataire de gestion d'images. Dans ce sens, la
5 référence 8 désigne des opérations préalables de prise de vue et de mise en forme des données d'image jointes au message 12. L'éventuelle étape correspondant à la référence 8 est représentée en trait discontinu de façon à indiquer qu'il s'agit d'une simple variante de mise en œuvre du procédé.

La référence 14 désigne un opérateur de télécommunication et une
10 étape de transmission du message 12 par l'intermédiaire de cet opérateur. Lors de l'étape 14, une ou plusieurs données 13 sont adjointes au message. Il s'agit de données de localisation ou des données temporelles indiquant le lieu et éventuellement l'heure et la date de la transmission du message. Ces données peuvent être établies par l'opérateur de télécommunication. La donnée de
15 localisation résulte d'un calcul de triangulation à partir de plusieurs stations de relais recevant le message 12 et la donnée temporelle peut être fournie par une simple horloge électronique.

La donnée de localisation et la donnée temporelle peuvent aussi être
adjointes au message dès son émission par l'équipement d'imagerie mobile. Ceci
20 est possible si l'équipement d'imagerie est pourvu d'un système de positionnement et/ou d'une horloge. Dans ce cas, la donnée de localisation, indiquée en trait discontinu avec la référence 13a, peut renseigner le prestataire de gestion d'image non seulement sur le lieu et l'heure d'envoi du message mais aussi sur le lieu et l'heure de prise de vue. La donnée 13a en provenance de l'équipement d'imagerie
25 mobile peut encore identifier l'utilisateur. Elle peut être combinée ou non avec la donnée 13 établie par l'opérateur de télécommunication.

La référence 20 indique une étape de contrôle effectuée par un serveur du prestataire de gestion d'image. Le contrôle consiste à comparer les
données 13 ou 13a, à une liste ou une base de données 16 préalablement
30 enregistrée. Les données préalablement enregistrées répertorient des lieux dans lesquels la photographie est interdite, des heures auxquelles l'enregistrement de

photographies est interdite en ces lieux, des données indiquant le paiement de droits à l'image et/ou des conditions d'autorisation de prise de vue.

Lorsque les données 13a transmises avec le message 12 sont suffisantes pour identifier l'utilisateur, le contrôle 20 peut aussi comporter une
5 vérification permettant d'établir si l'utilisateur émetteur a ou non acquitté des droits à l'image pour les images saisies au lieu correspondant à la donnée de localisation.

Si le contrôle ne révèle aucune cause d'interdiction de traitement, le traitement peut être favorablement poursuivi. La poursuite du traitement est
10 indiqué avec une flèche 21.

Le traitement est poursuivi, par exemple par l'envoi 22 d'un message depuis le prestataire de traitement d'images vers l'équipement d'imagerie mobile de l'utilisateur. Le message contient une instruction d'autorisation de prise de vue, ou une instruction d'envoi de données d'image.

15 En réponse à ce message une ou plusieurs vues peuvent être prises par l'équipement d'imagerie mobile et transformées en données d'image. Ces opérations sont indiquées avec la référence 8a.

Les données d'image sont alors envoyées vers le prestataire de gestion d'images, ou plus précisément vers un serveur (ordinateur) de ce
20 prestataire, dans une étape 24.

Dans les cas particuliers où les vues étaient déjà préalablement prises lors de l'étape 8, c'est à dire avant l'envoi du message 10, le procédé peut être directement poursuivi par l'envoi des données d'image depuis la mémoire interne de l'équipement d'imagerie mobile vers le serveur du prestataire. L'étape
25 de prise de vue 8a peut alors être omise.

Le bloc 40 désigne de façon générale la réception des données d'image par le serveur du prestataire de gestion d'image, la mise en mémoire des données, la création d'un album électronique consultable à distance, la distribution des images, l'impression d'épreuves à partir des données d'image ou tout autre
30 service susceptible d'être fourni par le prestataire à partir des données d'image reçues.

Selon une variante, dans laquelle les données d'image étaient déjà transmises lors de l'envoi de message 10, c'est à dire avant le contrôle d'autorisation, et que le contrôle d'autorisation n'a pas révélé d'interdiction, les données d'images peuvent être directement traitées de la façon indiquée ci-dessus.

5 Cette alternative est indiquée par une flèche 42 en trait discontinu reliée directement au bloc 40.

Dans le cas où l'étape de contrôle 20 révèle que la donnée de localisation 13 ou 13a correspond à un lieu dans lequel la prise de vue est interdite ou restreinte, de façon temporaire ou permanente, la poursuite des traitements du

10 bloc 40 est interdite ou tout au moins soumise à des conditions supplémentaires. Cette situation correspond, sur la figure, à une flèche 23 et peut avoir différentes issues. Le procédé peut être achevé par l'envoi de différents types d'instruction de programme. Il s'agit, par exemple, d'une instruction 50 interdisant le déclenchement de prise de vue, un instruction 51 interdisant la mise en mémoire

15 locale de données d'image, une instruction 52 interdisant la transmission de données d'image, ou encore une instruction 53 forçant l'affichage sur un écran de contrôle de l'équipement d'imagerie mobile d'une information avertissant l'utilisateur qu'il ne doit pas photographier. L'instruction consistant à interdire la transmission de données d'image peut être une interdiction absolue ou une

20 interdiction limitée à une zone géographique et/ou à une plage temporelle données.

Le procédé peut aussi être poursuivi par l'envoi ou l'exécution d'une instruction autorisant la prise de vue, la transmission des données et leur traitement total ou partiel, mais imposant un marquage de l'image. Cette possibilité est indiquée avec la référence 54. Le marquage peut être un marquage

25 visible ou un marquage invisible (watermarking) consistant en l'ajout de données d'identification aux données d'image, permettant la reconnaissance de l'existence de droits à l'image restreints.

Selon une alternative, indiquée avec la référence 56, le procédé peut être poursuivi par l'exécution d'étapes permettant à l'utilisateur d'acquérir des

30 droits sur les images saisies. Si les droits sont acquittés, la poursuite des traitements du bloc 40 peut avoir lieu.

Enfin, le programme peut être arrêté par le simple rejet 58 des images transmises en n'effectuant aucune autre étape de traitement.

Il est à noter que la création de la base de données 16 à partir de laquelle sont effectuées les opérations de filtrage de contenu, ou de paiement de droits peut être confiée à des agences gérant des droits artistiques ou sportifs 5 (SACEM, Fédérations Sportives, etc...) . D'autres entités privées (Bar, Club, ...) peuvent aussi interdire totalement la prise de vue au sein de leur locaux pour des raisons de respect de droit privé.

REVENDEICATIONS

1) Procédé de contrôle du traitement de données d'image de photographies numériques en provenance d'un équipement de téléphonie mobile à destination d'un prestataire de gestion d'images, comprenant,

- 5 - l'établissement d'une donnée (13), (13a) de localisation géographique de l'équipement d'imagerie mobile, et
- l'exécution d'une consigne de contrôle du traitement (20, 50, 54, 56), fonction de la donnée de localisation de l'équipement d'imagerie mobile, de façon à interdire au moins une étape de traitement d'image lorsque la donnée de
10 localisation correspond à un lieu sur lequel la saisie d'images est interdite.

2) Procédé selon la revendication 1, dans lequel la consigne de contrôle comprend le rejet (58) d'images transmises depuis l'équipement d'imagerie mobile.

15

3) Procédé selon la revendication 1, dans lequel la consigne de contrôle du traitement comprend l'envoi d'un message contenant une instruction (50, 51, 52, 53, 54) exécutable vers l'équipement d'imagerie mobile.

20

4) Procédé selon la revendication 3, dans lequel l'instruction exécutable est une instruction (52) interdisant la transmission de données d'images vers le prestataire.

25

5) Procédé selon la revendication 3, dans lequel l'instruction exécutable est une instruction (54) de marquage des images transmises.

30

6) Procédé selon la revendication 3, dans lequel l'instruction exécutable est une instruction d'interdiction (50) de déclenchement de prise de vue.

7) Procédé selon la revendication 1, dans lequel la donnée de localisation géographique (13) est établie par un opérateur de télécommunication assurant la transmission de message entre le l'équipement d'imagerie mobile et le prestataire de gestion d'images.

5

8) Procédé selon la revendication 1 comprenant en outre l'établissement d'une donnée temporelle de prise de vue ou d'émission d'un message de requête de traitement à destination du prestataire de gestion d'image et la prise en compte de la donnée temporelle pour l'exécution de la consigne de

10

contrôle.

1/1

(Dessin provisoire)

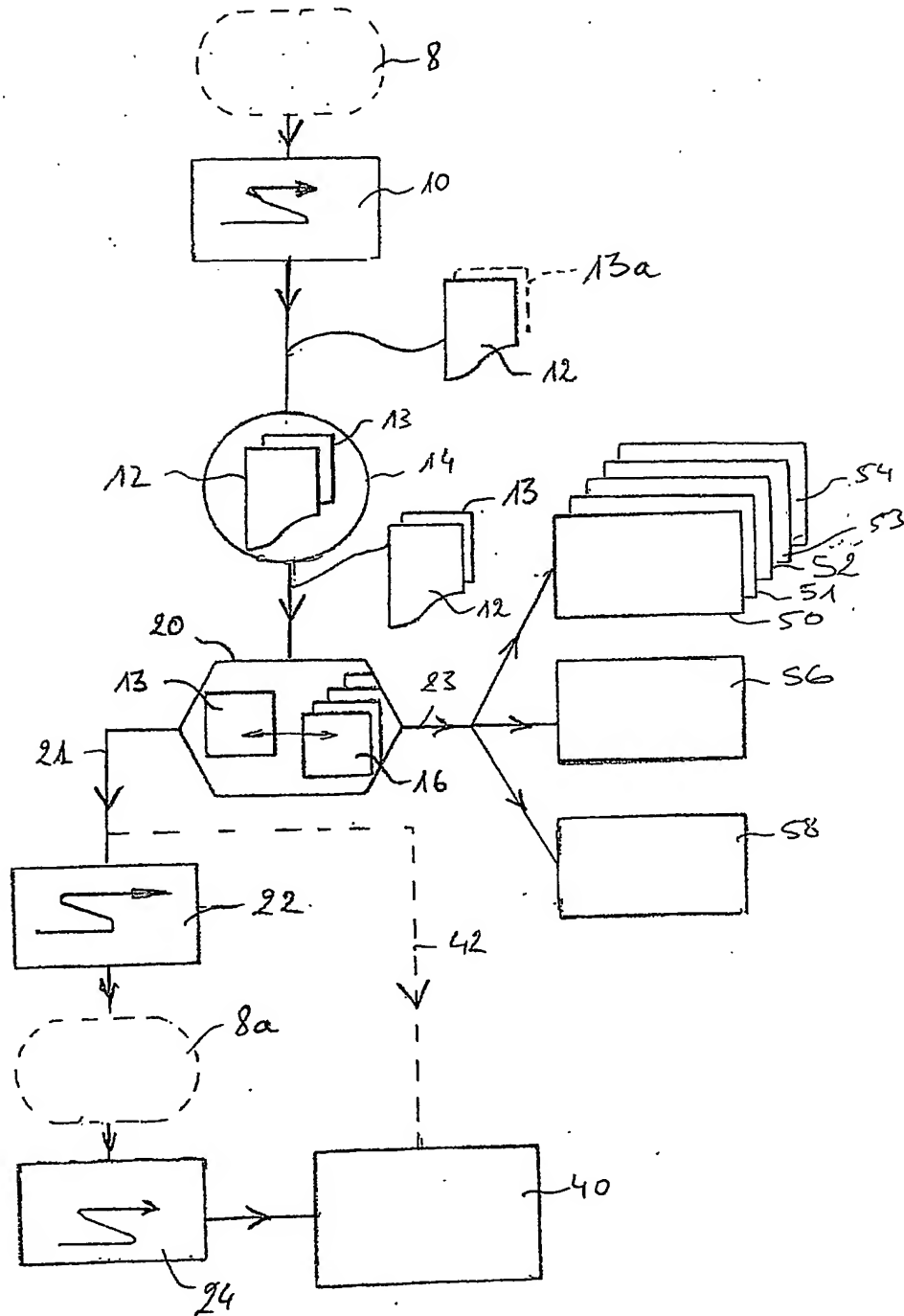


FIG. 1

1/1

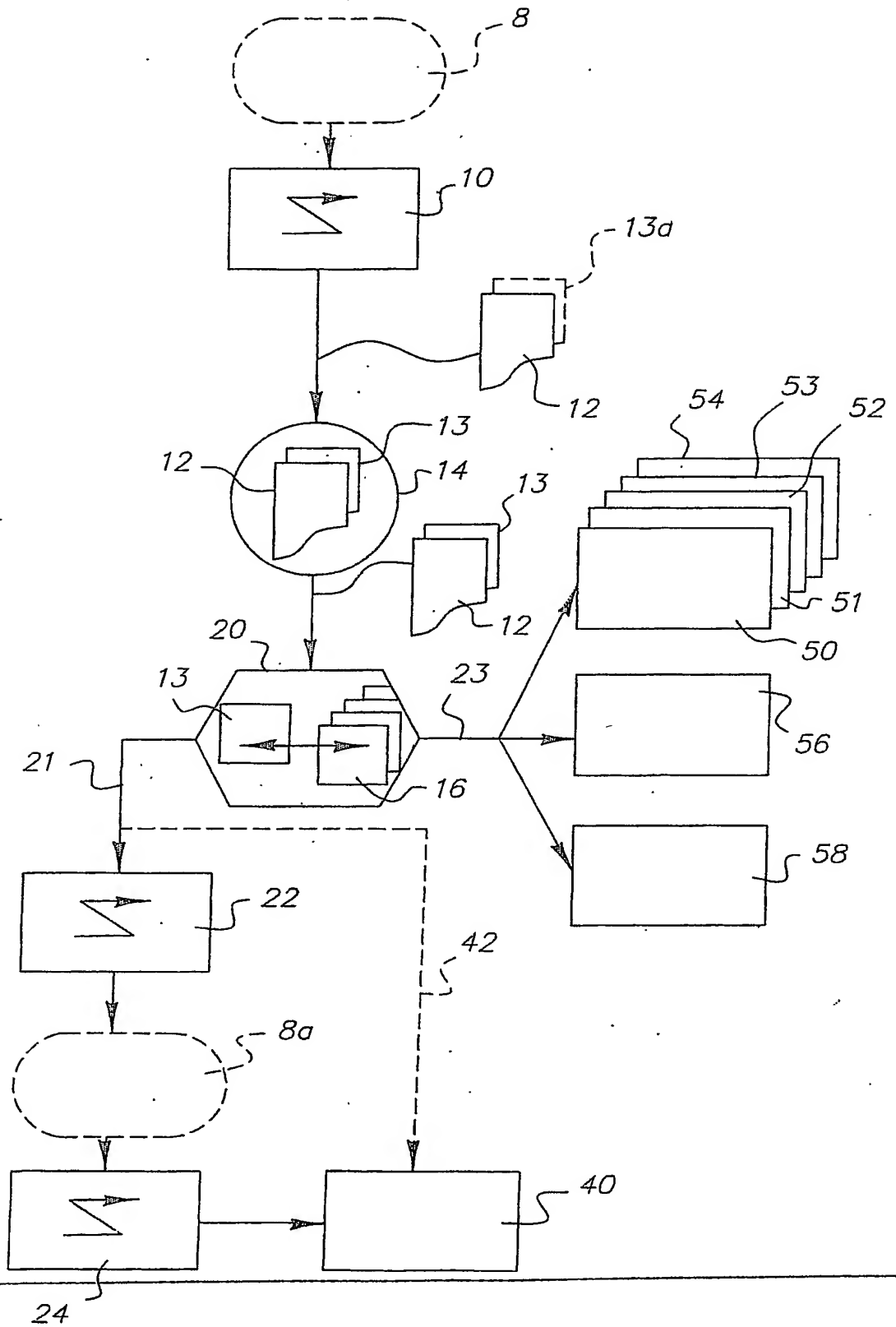


FIG. 1



DÉPARTEMENT DES BREVETS

26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08

Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI



N° 11235*03

DÉSIGNATION D'INVENTEUR(S) Page N° 1../1..

(À fournir dans le cas où les demandeurs et les inventeurs ne sont pas les mêmes personnes)

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 113 @ W / 270601

Vos références pour ce dossier (facultatif)		85309
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL		0303388
TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)		
PROCÉDE DE CONTRÔLE DU TRAITEMENT DE MESSAGES DE TRANSMISSION DE PHOTOGRAPHIES NUMÉRIQUES		
LE(S) DEMANDEUR(S) :		
EASTMAN KODAK COMPANY		
DESIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S) :		
1 Nom		VAU
Prénoms		Jean-Marie
Adresse	Rue	Département Brevets CRT - Zone Industrielle
	Code postal et ville	17 111 012 CHALON-SUR-SAONE Cédex
Société d'appartenance (facultatif)		KODAK INDUSTRIE
2 Nom		TOUCHARD
Prénoms		Nicolas, Patrice
Adresse	Rue	Département Brevets CRT - Zone Industrielle
	Code postal et ville	17 111 012 CHALON-SUR-SAONE Cédex
Société d'appartenance (facultatif)		KODAK INDUSTRIE
3 Nom		ADELBERT
Prénoms		Santie, Valérie
Adresse	Rue	Département Brevets CRT - Zone Industrielle
	Code postal et ville	17 111 012 CHALON-SUR-SAONE Cédex
Société d'appartenance (facultatif)		KODAK INDUSTRIE
S'il y a plus de trois inventeurs, utilisez plusieurs formulaires. Indiquez en haut à droite le N° de la page suivi du nombre de pages.		
DATE ET SIGNATURE(S) DU (DES) DEMANDEUR(S) OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)		
Chalon, le 19 mars 2003 Étienne WEBER - Mandataire		

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites à ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'INPI.

**This Page is Inserted by IFW Indexing and Scanning
Operations and is not part of the Official Record**

BEST AVAILABLE IMAGES

Defective images within this document are accurate representations of the original documents submitted by the applicant.

Defects in the images include but are not limited to the items checked:

- ☒ **BLACK BORDERS**
- ☐ **IMAGE CUT OFF AT TOP, BOTTOM OR SIDES**
- ☒ **FADED TEXT OR DRAWING**
- ☐ **BLURRED OR ILLEGIBLE TEXT OR DRAWING**
- ☐ **SKEWED/SLANTED IMAGES**
- ☐ **COLOR OR BLACK AND WHITE PHOTOGRAPHS**
- ☐ **GRAY SCALE DOCUMENTS**
- ☐ **LINES OR MARKS ON ORIGINAL DOCUMENT**
- ☐ **REFERENCE(S) OR EXHIBIT(S) SUBMITTED ARE POOR QUALITY**
- ☐ **OTHER:** _____

IMAGES ARE BEST AVAILABLE COPY.

As rescanning these documents will not correct the image problems checked, please do not report these problems to the IFW Image Problem Mailbox.